statistiques ne viennent pas de moi mais d'universitaires, de membres du clergé, de représentants des chambres de commerce et du monde ouvrier. Dans ces conditions, quelles mesures le ministre et son gouvernement prennent-ils à l'heure actuelle et qu'ont-ils décidé avec le premier ministre de la Nouvelle-Écosse ou le président de la société Sydney Steel en vue d'allouer les fonds nécessaires pour moderniser et relancer l'aciérie de Sydney? Nous pourrions ainsi créer de nouveaux emplois.

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, au cours des dernières années mon ministère, et en particulier la Devco ont investi en moyenne une quarantaine de millions de dollars annuellement au Cap-Breton pour le maintien, l'exploitation et la création de nouvelles entreprises. C'est là l'effort que l'on a fait. Actuellement nous sommes à considérer une demande de subvention qui nous est parvenue de SYSCO en vue d'une modernisation de l'usine, et nous espérons qu'une décision sera prise incesamment à ce sujet.

[Traduction]

M. Muir: Monsieur l'Orateur, le ministre semble s'embrouiller. J'ai posé une question au sujet de la SYSCO et non de la DEVCO. Ma question porte sur la Sydney Steel Corporation. Le ministre et ceux qui l'ont précédé m'ont déjà dit que des sommes seraient prévues pour moderniser et rénover l'aciérie de Sydney. Ils ont également fait des déclarations à l'extérieur de la Chambre. Je dois cependant prévenir le ministre et le gouvernement que si on ne fait pas quelque chose pour l'île du Cap-Breton, nous aurons à faire face à des troubles graves. Pour l'amour de Dieu, qu'est-ce que le ministre, le premier ministre et le gouvernement ont l'intention de faire?

M. Lessard: Monsieur l'Orateur, il est évident que le député n'a pas compris la dernière partie de ma réponse. Nous avons reçu une demande de la SYSCO...

M. Muir: Je le sais.

M. Lessard: ... relativement à une proposition de moderniser les installations actuelles. On en fait actuellement l'étude et on devrait très bientôt prendre une décision. Ce n'est toutefois qu'une partie du soutien économique que nous apportons à l'île du Cap-Breton. Le député sait très bien que nous avons beaucoup travaillé pour tâcher d'implanter des industries et favoriser tout projet d'exploitation à l'île du Cap-Breton ces quelques dernières années.

M. Muir: Monsieur l'Orateur, comme on nous a assurés que des subventions seraient prévues pour rénover l'aciérie de Sydney, et ce, très bientôt, selon le ministre, est-ce que ce sera le mois prochain ou le mois suivant, ou le gouvernement attendra-t-il des élections provinciales ou fédérales pour utiliser ces pauvres gens à des fins politiques?

M. Lessard: Monsieur l'Orateur, élection ou non, nous avons dépensé des fonds par l'entremise de la DEVCO et d'autres organismes au Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse et dans les Maritimes, et nous continuerons à le faire pour répondre aux besoins de ces gens.

Questions orales

[Français]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

ON DEMANDE SI LA GRC A FAIT DES PERQUISITIONS ILLÉGALES AVANT 1973

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, ma question s'adresse au solliciteur général.

Étant donné les révélations qui ont été faites relativement à l'action de la Gendarmerie royale du Canada en 1973 par le ministre lui-même, est-ce que ce dernier pourrait dire à la Chambre s'il a vérifié jusqu'où il y avait eu des actions similaires avant 1973, et plus précisément durant et avant la crise d'octobre 1970?

L'hon. Francis Fox (solliciteur général): Monsieur le président, il est évident qu'à la suite de la déclaration que j'ai faite à la Chambre au mois de juin dernier, nous avons examiné nos dossiers pour tenter de déterminer si oui ou non il y avait eu d'autres activités peut-être illégales commises par la GRC. Nous avons décidé, monsieur le président, à la suite de cette prise de décision, de renvoyer toute l'affaire à une commission royale d'enquête établie par le gouvernement fédéral, laquelle a pour mission d'examiner toutes les pratiques, les procédures et les témoins sous serment afin de déterminer si oui ou non il y a eu d'autres activités illégales. Je pense, monsieur le président, que c'est là maintenant le travail de la Commission. De toute façon, que je dise oui ou non à l'honorable député à la Chambre, il ne serait pas satisfait de ma réponse. C'est un peu pour cela, monsieur le président, que nous avons nous-mêmes établi une commission royale d'enquête afin que toute la lumière puisse être faite sur ce genre d'événements.

M. Matte: Je désire poser une question supplémentaire. Je voudrais encore que le ministre précise sa pensée davantage car elle est très importante pour la question que je pose. Est-ce qu'il a reçu au sujet des événements de 1970 le même genre de révélations qu'il a eues en ce qui a trait à ceux de 1973? Ma question est bien précise.

M. Fox: La question est extrêmement précise, monsieur le président. Si je la comprends bien, on demande s'il y a des indications avant 1970 du genre de celles dont on a parlé au sujet de la période 1972-1973. La réponse est extrêmement claire, extrêmement précise: je n'ai eu aucune indication de ce genre d'activités dans la période à laquelle se réfère l'honorable député.

* * *

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—L'OPPORTUNITÉ D'UNE MAJORATION MODÉRÉE DU PÉAGE

M. Paul E. McRae (Fort William): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Il y a une grande divergence d'opinions entre l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent et un grand nombre d'utilisateurs de Sept-Îles à Thunder Bay qui sont bien informés et selon qui une augmentation qui doublerait ou presque le péage aurait des résultats désastreux, peut-être un détournement du minerai de fer de Sept-Îles vers Philadelphie et des grains dans le réseau du Mississippi. Le ministre étudie-t-il ces importantes questions, et présentera-t-il une proposition qui soit un peu